

Recherches sociographiques



Jacques LACOURSIÈRE, *Histoire du Québec racontée par Jacques Lacoursière*, Québec, Septentrion, 2002, 196 p.

Marie-Josée Verreault

Volume 46, Number 3, September–décembre 2005

Le Canada français. Son temps, sa nature, son héritage

URI: <https://id.erudit.org/iderudit/012482ar>

DOI: <https://doi.org/10.7202/012482ar>

[See table of contents](#)

Publisher(s)

Département de sociologie, Faculté des sciences sociales, Université Laval

ISSN

0034-1282 (print)

1705-6225 (digital)

[Explore this journal](#)

Cite this review

Verreault, M.-J. (2005). Review of [Jacques LACOURSIÈRE, *Histoire du Québec racontée par Jacques Lacoursière*, Québec, Septentrion, 2002, 196 p.] *Recherches sociographiques*, 46(3), 559–562. <https://doi.org/10.7202/012482ar>

les acteurs historiques en subissent l'impact et, selon leur position sur l'échiquier social, ils agissent plus ou moins sur les événements. C'est à partir de ces interactions multiples entre différents acteurs, et entre acteurs et grands mouvements, que se bâtit l'identité, ou plutôt les identités, québécoise, en renouvellement constant. Ces reconstructions identitaires constituent le fil conducteur du *Québec, les Québécois. Un parcours historique*. Les interprétations de Létourneau ne sont ni libérales, ni marxistes, ni modernistes, ni structuralistes ; elles flirtent avec le postmodernisme, mais en dernière analyse elles annoncent un retour fort bienvenu vers une conception humaniste de l'histoire.

Le Québec, les Québécois est une commandite du Musée de la civilisation pour accompagner sa nouvelle exposition permanente « Le temps des Québécois », à laquelle Létourneau, parmi d'autres chercheurs, a collaboré. De là vient en partie l'orientation du texte, comme le note en avant-propos Claire Simard, directrice générale du Musée : « nous avons voulu intégrer l'histoire sociale et économique à l'histoire politique, mettre en valeur l'urbanité québécoise, rappeler l'ouverture des régions au XIX^e siècle, montrer le visage pluriculturel de la société québécoise et insister sur sa modernité précoce trop souvent négligée » (p. 3) ; le lecteur doit aussi au Musée, qui coédite le livre, sa présentation impeccable, notamment les nombreuses illustrations ; quant à l'auteur, c'est sans doute en raison des limites imposées par la collection *Images de sociétés* qu'il a restreint sa narration à 76 pages. Pour son plus grand bien peut-être ! En effet, il n'est pas certain que les interprétations de Létourneau résisteraient à un traitement qui s'appuierait sur la fréquentation des sources, l'érudition et l'analyse rigoureuse. Je le mets au défi de prouver que je me trompe.

Yves FRENETTE

Département d'Études pluridisciplinaires,
Collège universitaire Glendon,
Université York.

Jacques LACOURSÈRE, *Histoire du Québec racontée par Jacques Lacoursière*, Québec, Septentrion, 2002, 196 p.

Jacques Lacoursière est reconnu comme l'un des meilleurs vulgarisateurs de l'histoire du Québec. Avec son style bien particulier, il invite à revisiter celle-ci en l'agrémentant d'anecdotes et de commentaires amusants qui illustrent magnifiquement les particularités de l'époque. Auteur de nombreux ouvrages dont la célèbre *Histoire populaire du Québec*, en quatre tomes, ainsi que *Canada-Québec, 1534-2000*, écrit en collaboration avec Jean PROVENCHER et Denis VAUGEOIS, Jacques Lacoursière demeure un incontournable pour qui veut s'initier à l'histoire du Québec. Ses talents de raconteur ont pu être constatés sur les ondes de la première chaîne de Radio-Canada.

L'ouvrage est une synthèse qui émane d'un ensemble de travaux de l'auteur et d'une connaissance approfondie du Québec. En onze chapitres, il a relevé le défi de décrire l'évolution de la société québécoise sans oublier aucun des grands événements qui ont fait le Québec d'aujourd'hui. La division des chapitres s'explique tout d'abord par la chronologie des événements et aussi par les changements soit géographiques, soit de mère patrie, mais toujours sous l'angle du politique. La position de l'auteur est de chercher les fondements des choix politiques que la société québécoise est sans cesse appelée à faire.

L'histoire permet à une collectivité de se définir et son rôle consiste à lui faire prendre conscience de son passé. Dans cet ouvrage, on apprend comment le fait français a réussi à survivre.

Le chapitre initial illustre les difficultés liées à la colonisation et évoque les raisons du conflit avec les Iroquois. La première de ces raisons était essentiellement politique et concernait l'appropriation du territoire. La seconde était d'ordre commercial et avait pour objet la traite des fourrures. Ce conflit avec les Iroquois engendra par la suite un nouveau différend entre Français et Anglais qui débuta dans la mère patrie et se transposa ici, puis le peuplement devint l'axe central ; cela se confirma par l'arrivée des filles du Roi et par l'incitation financière à une famille nombreuse. Progressivement, on voulut franciser les Amérindiens, entreprise qui connut certaines difficultés ; Jacques Lacoursière saisit ici l'occasion de rappeler la remarque savoureuse de Marie de l'Incarnation : « On fait plus facilement un Sauvage avec un Français que l'inverse. » (P. 27.)

La possession réelle d'un territoire suppose l'occupation effective. Deux pays, soit la France et l'Angleterre, s'affrontent pour un territoire. La France envoie moins d'effectifs militaires en Nouvelle-France à cause de la guerre dans son pays et l'Angleterre y voit l'occasion de s'implanter davantage en prenant possession du territoire. Ce que confirme la signature du Traité d'Utrecht.

On s'identifie comme Canadien à partir de 1630. Et comment les Canadiens se différencient-ils de plus en plus des Français ? Tout d'abord par leur style de vie très apparenté à celui des Sauvages mais également par leur langage légèrement différent de celui des Français.

Le chapitre quatre retrace plusieurs tentatives pour sauvegarder la spécificité canadienne-française qui se concrétisent par la mise en place de fortifications à Québec et à Montréal ainsi que par la volonté de développer le commerce local. Ces réussites seront suivies de plusieurs échecs jusqu'à la capitulation de la Nouvelle-France.

Commence alors la première vague d'assimilation, à travers l'organisation du nouveau régime politique qui impose un nouveau code de lois. Dès les premières lignes du sixième chapitre, on a une idée du climat de l'époque à travers l'écrit d'un dénommé Anglicanus qui déclare : « Cette province est déjà une province trop française pour une colonie britannique. [...] Mon grief est contre le résultat inévitable du développement inutile de la langue française dans un pays où une politique

de bon sens requiert sa diminution plutôt que sa propagation. [...] Après 47 ans de possession du Québec, il est temps que cette province soit anglaise ! » (P. 87.) C'est pour répondre à ce genre d'attaque que naquit le premier journal exclusivement de langue française, *Le Canadien*. L'affrontement passe des journaux au terrain. En 1837, Papineau appelle à la mobilisation : de petits groupes armés de Canadiens français se forment et mènent une insurrection contre le régime anglais, mais se heurtent à l'armée britannique. Ce sont les patriotes, appelés Fils de la liberté. Même les évêques menacent d'excommunication ceux qui prennent les armes.

Le chapitre sept s'ouvre avec la résistance des Canadiens français à l'Acte d'Union sous l'influence de Louis-Hippolyte La Fontaine. L'article 41 de l'Acte d'Union, qui voulait faire de l'anglais la seule langue officielle de l'administration gouvernementale, devient désuet et cet article, qui aurait entraîné l'abolition de la langue française, ne s'est pas appliqué. À la même époque, l'idée d'annexion aux États-Unis devient de plus en plus pressante. La présence religieuse au Bas-Canada a pris une très grande ampleur et l'emprise du clergé sur la population jouera un rôle de premier plan pour la sauvegarde de la langue française.

Après la Confédération, peu à peu, le Parti libéral gagnera la confiance des Canadiens français. L'un des leurs, Wilfrid Laurier devient premier ministre du Canada en 1896. Ce dernier dira : « En effet, nous Canadiens français, nous sommes une race conquise. C'est une vérité triste à dire, mais enfin c'est la vérité. [...] Or, quelle est la cause qui nous vaut cette liberté ? C'est la constitution qui nous a été conquise par nos pères, et dont nous jouissons aujourd'hui. » (P. 125-126.)

Le chapitre neuf commence avec le début de la guerre de 1914. On incite les Canadiens français à y participer en mettant sur pied le régiment du Royal 22^e. Comme la guerre se prolonge, la question de la conscription obligatoire s'amplifie et le Québec s'y oppose fortement. Après la guerre, c'est la période de la grande dépression économique de 1929. Pour certains, la solution à la crise passe par l'idée de l'indépendance du Québec qui fait son apparition en 1935. C'est aussi l'époque où Duplessis prône l'autonomie du Québec.

Dès 1941, les changements s'accélèrent. L'expansion démographique s'explique par deux facteurs : le baby-boom et l'émigration. Le sentiment nationaliste s'intensifie avec l'adoption du drapeau fleurdelisé, le début de la Révolution tranquille, la formation du RIN et les actions violentes du FLQ. Après avoir contribué à la nationalisation de l'électricité, René Lévesque quitte le Parti libéral et fonde le mouvement souveraineté-association qui deviendra le Parti québécois et qui prendra le pouvoir en 1976.

Au dernier chapitre, l'auteur fait état des obstacles qu'a rencontrés le projet d'indépendance du Parti québécois à une époque où l'on croyait que tout était possible : défaites aux référendums, échecs des discussions constitutionnelles avec le gouvernement fédéral (accord du lac Meech).

On regrettera que les deux derniers chapitres se limitent surtout à une liste d'événements déjà très médiatisés pour lesquels l'auteur ne fait qu'un survol rapide

sans véritable analyse. Quoique l'ouvrage s'adresse au grand public, il aurait été intéressant qu'il contienne une brève bibliographie. Néanmoins, cette petite synthèse est un bon ouvrage sur les origines de la société québécoise analysées plus particulièrement sous l'angle politique.

Marie-Josée VERREAULT

INRS Urbanisation, Culture et Société.

Marcel TRUDEL, *Deux siècles d'esclavage au Québec*, (suivi du *Dictionnaire des esclaves et de leurs propriétaires au Canada français* [sur CD-ROM], 490 p.), Montréal, Hurtubise HMH, 2004, 405 p. (Cahiers du Québec, Histoire.)

Deux siècles d'esclavage est la deuxième édition de *L'Esclavage au Canada français. Histoire et conditions de l'esclavage*, Québec, Les Presses de l'Université Laval, 1960, et le *Dictionnaire*, la troisième édition de l'ouvrage paru chez Éditions Hurtubise HMH Ltée, en 1990. Les textes de 2004 sont la version légèrement corrigée des publications antérieures.

L'Esclavage au Canada français (le texte fondateur) comporte douze chapitres. Ils sont précédés, bien sûr, d'une introduction et débouchent sur une conclusion et une annexe, les deux étant également riches en idées et en faits. L'introduction et les deux premiers chapitres concernent la question de la demande d'esclaves adressée au gouvernement français par des autorités politiques de la Nouvelle-France, celle de l'esclavage *de facto* et de la légalisation de l'esclavage d'Amérindiens et de Noirs, entre 1629 et la capitulation de la Nouvelle-France en 1760 et plus tard. Le chapitre III traite du nombre officiel d'esclaves, du problème de leur identification, de leur énumération et de leur provenance. Selon nous, le chapitre IV, « Le marché aux esclaves » ; le chapitre V, « Des propriétaires à tous les échelons de la société » ; le chapitre VI, « La condition de vie des esclaves » ; le chapitre VII, « Les esclaves et les sacrements » ; le chapitre VIII, « Crimes et châtements » ; le chapitre IX, « L'Esclave a-t-il des droits d'homme libre » et le chapitre XI, « Les Canadiens ont-ils du sang d'esclaves ? » pourraient être regroupés sous une section intitulée : « Les conditions de vie des esclaves ». Le chapitre XII prétend que les esclaves « disparaissent » un à un à la veille de l'abolition de l'esclavage en 1833.

Enfin, la bibliographie utilisée par l'auteur de *L'Esclavage*, et qui servira aussi, dans une large mesure, pour rédiger le *Dictionnaire*, est impressionnante. Elle regroupe les sources manuscrites puisées tant dans les archives publiques que privées, les sources imprimées, les inventaires et les dictionnaires, les études spéciales sur l'esclavage au Canada français et ailleurs, et les ouvrages divers.

Quant au *Dictionnaire*, il peut être considéré à la fois comme le complément et le prolongement de *L'Esclavage*. Il ne reprend pas l'historique de l'« institution servile » au Canada français mais il étaye de façon compétente certaines des